



Paris le 21/12/2017

### Circulaire Collomb : Lier l'ignoble à l'infâme!

Publiée le 12 décembre, une circulaire du ministère de l'Intérieur prévoit le recensement des migrants dans les centres d'hébergement d'urgence. Cette mesure en plus d'être discriminatoire et contraire à la loi sur l'hébergement, nourrit l'antienne d'extrême droite selon laquelle "le sdf français vit plus mal que le migrants récemment arrivé".

Un cap est franchi, au mépris de l'esprit de [la loi](#), en niant les [valeurs](#) qui fondent le travail social, le ministre de l'intérieur enjoint les préfetures à procéder à des contrôles au sein mêmes des lieux d'accueil et d'hébergement.

Le ministère des solidarités et de la santé définit le travail social comme :

"Être à l'écoute des autres, accompagner les personnes en difficulté, créer des liens, reconstituer des réseaux de solidarité, mais aussi négocier, élaborer des projets, être acteur du développement social..."

Monsieur Collomb,

- Devrons-nous être à l'écoute de l'autre ou des bruits de bottes des agents qui viendront le contrôler?
- Accompanyerons-nous les personnes en difficulté vers un mieux vivre ou vers le centre de rétention?
- S'agira-t-il de créer des liens ou de les nouer autour des poignets de personnes forcées de prendre un avion par une mesure de reconduite à la frontière?
- Nous faudra t'il reconstituer des réseaux de solidarité permettant aux personnes migrantes d'échapper aux griffes de vos agents?
- Devrons-nous négocier le degré de violence des interventions en fonction de la vulnérabilité de nos publics?
- Les projets élaborés seront ils brisés par une expulsion?
- Serons-nous acteur du développement social de pays où sévit la famine, en préparant un projet de développement locale avec une personne en attente d'éloignement?

Pour nos organisations, Monsieur Collomb, votre circulaire est criminelle :

Il y a quasi un an jour pour jour, dans un foyer à Chalons en Champagne les visites de la police aux frontières, et la crainte qu'elles inspirent, ce sont soldées par [la défenestration](#) de deux jeunes, dont l'un est décédé.

Alors que 76% des familles monoparentales demandant l'asile en France [dorment dans la rue](#), la peur de la police les poussera à ne pas accepter d'hébergement alors même qu'elles sont accompagnées d'enfants en bas âge.

Pour nos organisations, cette circulaire est ignoble, elle dénie à certains le respect de leurs droits fondamentaux au seul prétexte de la régularité du séjour, nous ne sommes pas les seuls à le penser, le défenseur des droits est également intervenu en ce sens.

C'est, nommé par le Président de la république, pour lequel on nous a sommé de voter pour faire barrage au FN, que le ministre de l'intérieur entend mettre en place la politique de "*préférence nationale*" prônée par l'extrême droite. Ainsi les contrôles au sein des structures seraient *justifiés pour vous*, par la nécessité de [libérer des places](#) pour les personnes en situation régulière.

La rengaine du "*bon clochard français face au migrant profiteur*" a assez duré, alors que les cadeaux au patronat continuent ( CICE, CITS, baisse des cotisations sociales...) et que ceux aux plus riches explosent ( suppression de l'ISF, Flat Tax,...) il est inacceptable et honteux de sous-entendre qu'un SDF serait plus méritant qu'un autre.

Si tant de personnes sont aujourd'hui contraintes de dormir à la rue, c'est le résultat d'année de renoncement politique à mettre en place une réelle politique d'accès à un logement pour toutes et tous, en luttant contre la spéculation immobilière et le mal logement. Les personnes migrantes ou non n'ont pas à payer le prix de l'incapacité de Monsieur Collomb et de ses amis à mettre en œuvre une politique d'accueil et d'hébergement à hauteur des besoins.

**Installer une concurrence entre les misères est infâme!**

Le travail social est issu d'idéaux humains et démocratiques, ses valeurs sont basées sur le respect de l'égalité, de la reconnaissance et de la dignité de toutes et tous.

Les professions du social œuvrent au soulagement de la misère et à l'accompagnement des personnes vulnérables, exclues et opprimées afin de renforcer leur capacité d'agir et leur participation à la vie de la société. **Le travail social par son essence rejette la politique de mise en concurrence et de chasse au sans papiers!**

Les Fédération SUD Santé Sociaux et SUD Collectivités Territoriales exigent un accueil digne pour toutes et tous et la régularisation de l'ensemble des personnes sans papiers!

**Les Fédération SUD Santé Sociaux et SUD Collectivités Territoriales prendront toute leur place dans la bataille contre les politiques ségrégatives, racistes et anti sociales de ce gouvernement!**